

## Nos relations avec l'Europe et le développement

Fin de la 3ème Conférence des présidents de régions ultrapériphériques

# Des régions ultra prioritaires

**A** l'issue de la 3ème Conférence des présidents des régions ultrapériphériques qui s'est tenue hier à la pyramide inversée, les participants — réunis autour de Mme Sudre, présidente de la Région Réunion — ont rendu publique une déclaration commune. Cette déclaration réaffirme, à l'attention de la Commission européenne, représentée lors de ces travaux par Mme Monika Wulf-Mathies, deux axes primordiaux :

- la reconnaissance du caractère ultra-prioritaire des sept régions ultra-périphériques

- et la mise en coordination plus étroite de tous les instruments communautaires (fonds structurels, POSÉI...).

Dans leur déclaration finale, les présidents des régions ultrapériphériques (RUP) réaffirment « la volonté unanime (...) que le statut des Régions Ultra-Périphériques soit intégré dans le nouveau Traité de l'Union européenne » et se

félicitent que cette question « soit une priorité commune clairement affichée par leurs États membres respectifs. »

Cette déclaration rappelle également que ces dispositions proposées pour la clôture de la Conférence Intergouvernementale (CIG) d'Amsterdam donneront « la base juridique nécessaire » au concept d'ultrapériphérie, permettant d'adopter « les mesures indispensables au développement de ces régions. »

Les travaux de la 3ème Conférence ont fait une large place aux mesures de l'après-CIG, à partir du constat que les mesures particulières découlant du statut des régions ultrapériphériques (RUP) « coïncidera avec les échéances majeures pour l'avenir de l'Union » — monnaie unique, renouvellement de la Convention de Lomé, élargissement de l'Union européenne notamment.

Un calendrier accompagne la préparation de ces échéances et les présidents réunis pour la

3ème Conférence ont désigné parmi eux des porte-paroles :

- Le président de Madère, M. Jardim, sera le porte-parole des sept régions sur la question des fonds structurels, pour le sommet d'Amsterdam des 14 et 15 mai.

- Celui des Canaries, M. Hermoso Rojas, interviendra à ce même sommet sur le thème de la Conférence intergouvernementale de juillet.

- La Région Guadeloupe sera chargée de suivre la rédaction finale du rapport présenté à la CIG.

- Le memorandum ou livre blanc dont il est fait mention dans la déclaration finale doit être un rapport d'étape, d'ici mars 98, sur la mise en œuvre de l'après-Amsterdam, dont la réalisation a été confiée au groupe technique coprésidé par La Réunion et les Canaries (Jean-Yves Dalleau et M. Aznar).

- Un argumentaire « plus

ciblé sur les aspects fiscaux » de la proposition des sept (octroi de mer, zones franches...) sera préparé conjointement par des représentants des Canaries, de

Guyane et de Madère sous coordination martiniquaise.

Enfin, la réalisation de sept projets de coopération a été confirmée pour 97, concernant

la formation, l'agriculture, la pêche, l'environnement, les zones franches, le transport aérien et les entreprises (transferts de technologies).



Dans leur déclaration finale, les présidents des régions ultrapériphériques (RUP) réaffirment « la volonté unanime (...) que le statut des Régions Ultra-Périphériques soit intégré dans le nouveau Traité de l'Union européenne ». (photo M.M.)

## Fonds européens : l'assistance au placard

La communauté de vue qui se dégage entre les élus et responsables des régions ultrapériphériques met en relief le rejet de l'assistance. C'est la principale avancée par rapport à ce qui a longtemps dominé dans les discours, officiels ou "autorisés". Nos régions ne sont pas des « danseuses » de l'Europe — a rédit hier matin Lucette Michaux-Chevry à RFO; elles ne sont pas des « assistées », comme tendait à le laisser croire l'article du "JIR" paru mercredi.

Les Réunionnais sont conscients qu'une aide de cinq milliards sur 5 ans est quelque chose d'important et en même temps de très relatif (cela correspond annuellement au budget de la ville de Saint-Denis). L'aide européenne est présente dans la plupart des gros chantiers de l'île et dans les filières de développement. Est-ce une raison pour se mettre dans la posture du mendiant qui dit « merci, bwana... » ?

D'autant plus que La Réunion aussi contribue à la constitution des fonds européens. Sur chaque produit acheté dans l'île, une part

de la TVA, par exemple, va à l'Union européenne. Il est aussi incongru de mettre en exergue les aides européennes, qu'il pourrait l'être de "titrer" chaque année, comme dans un bilan comptable: La Réunion a donné "tant" à l'Europe. D'ailleurs, aucun journaliste ne le souligne. C'est comme les "trains qui arrivent à l'heure": ça n'intéresse personne, paraît-il (mais toutes les gares ont leur horloge).

Dans le cas des relations communautaires, pourquoi cette ardeur naïve à souligner « tout ce que la Communauté européenne verse à La Réunion depuis 1989 »... ?

Cela ressemble à un vestige de la mentalité d'« assisté » dont tout indique, par ailleurs, qu'elle prend le chemin du musée des horreurs historiques. C'est une idée qui a « fait son temps » — comme on le dit des soldats qui ont perdu la guerre. Et, comme un astre mort, elle continue de briller au firmament des idées dominantes. Bref, c'est une de ces scories idéologiques qui ne servent à pas grand chose... sauf à faire diversion.

## Aujourd'hui au Parc des expositions

### Forum régional sur l'Europe

Cet après-midi se tiendra à Saint-Denis le forum régional sur l'Europe. Il se déroulera au Parc des expositions et des congrès de la ville. Ce forum s'inscrit dans le cadre du "Dialogue national pour l'Europe". Il sera animé à partir de 14 heures 45 par Michel Barnier, ministre aux affaires européennes, et Monika Wulf-Mathies, commissaire européenne chargée des politiques régionales, des relations avec le comité des régions et le fonds de cohésion.

Les deux personnalités rencontreront les chefs d'entreprise samedi midi au restaurant du musée

agricole à Saint-Leu. Et dans le cadre de ce "dialogue national pour l'Europe", près de 100 élèves participeront aujourd'hui au forum. Il s'agit d'élèves venant de deux collèges et de quatre lycées: la classe de troisième européenne du collège Juliette dodu (Saint-Denis), des élèves du collège Jean Albany de La Possession, des élèves du B.T.S. commerce international du lycée leconte de Lisle et les deux classes de première du lycée de Bras Panon lauréates du concours "L'Europe du 21ème siècle" ainsi que la classe de mise à niveau BTS du lycée des Avirons.

## «Front commun» des régions ultrapériphériques :

### La force des bonnes idées

Un même souci se dégage des déclarations des participants à la 3ème Conférence des présidents de régions ultrapériphériques: traduire en actes la solidarité de régions qui ont des problèmes de développement similaires et consolider leurs bases, à travers un statut juridique qui leur donne, au sein de l'Union, les moyens de progresser en s'appuyant sur leur environnement.

La Conférence Inter-Gouvernementale (CIG) de juillet, à Amsterdam, est attendue par les représentants de ces régions comme une étape importante. Chacun traduit cette réalité dans un langage qui exprime les différences de vision politique, mais ce qui ressort des déclarations des uns et des autres est une profonde unité de vue sur un point essentiel: les régions ultrapériphériques apportent autant à l'Europe — en dépit de leur petite taille et de leur faiblesse — qu'elles reçoivent d'elle des aides à leur développement.

Ce point de vue — développé notamment par la représentante de la Guadeloupe, soulignant la « dimension maritime » que nos pays confèrent à l'Europe, renvoie un écho qui n'est pas sans évoquer le plaidoyer de Paul Vergès pour la « dimension planétaire » que nos îles apportent à l'espace européen. Un plaidoyer que l'ancien député de La Réunion au Parlement européen avait notamment soutenu, lors de la rencontre préparatoire à l'ouverture de la Conférence de Turin, devant le ministre délégué aux Affaires européennes et le ministre de l'outre-mer.

Ce qui paraît aujourd'hui une évidence, au point de laisser espérer aux acteurs de nos pays qu'elle pourra devenir partie intégrante de la « doctrine » européenne, est une idée que les communistes réunionnais dans leur ensemble, et

surtout Paul Vergès à partir de son élection au Parlement européen en 1979, se sont longtemps attachés à développer, ici même et au sein des instances politiques européennes.

D'abord en combattant l'idée d'une « intégration » non respectueuse des spécificités de l'île. Ensuite en rejetant les attitudes et les mentalités d'assistés. Et enfin en travaillant à la constitution de ce que bien des "Domiens" appellent aujourd'hui le « front commun » des régions ultrapériphériques.

Un parallèle peut être fait avec l'idée de coopération régionale, longtemps prônée à La Réunion par les seuls communistes, à une époque où le seul fait de parler de coopérer avec nos voisins valait aux dirigeants communistes d'être taxés de « séparatistes » ou d'« ennemis de la France ». Cette coopération est devenue aujourd'hui, au moins dans le concept, une évidence pour la plupart des acteurs économiques, culturels et sociaux dans notre île.

C'est à ces avancées que se mesure aussi l'action du PCR pour amener l'ensemble des Réunionnais à la prise de responsabilités nouvelles et à des prises de pouvoirs, dans tous les domaines. Les réactionnaires portent au PCR les coups les plus durs mais ils ne peuvent rien pour empêcher ses idées et sa politique de faire leur chemin.

Ils ne peuvent pas abuser « tout le monde, tout le temps » et par conséquent empêcher les rassembleurs infatigables de ...rassembler autour d'idées fortes: le caractère réciproque de l'appartenance à un ensemble, l'union qui fait la force et l'ancrage pluri-dimensionnel de La Réunion à la fois à l'ensemble européen et dans un environnement économique et humain appelé à prendre une importance majeure.